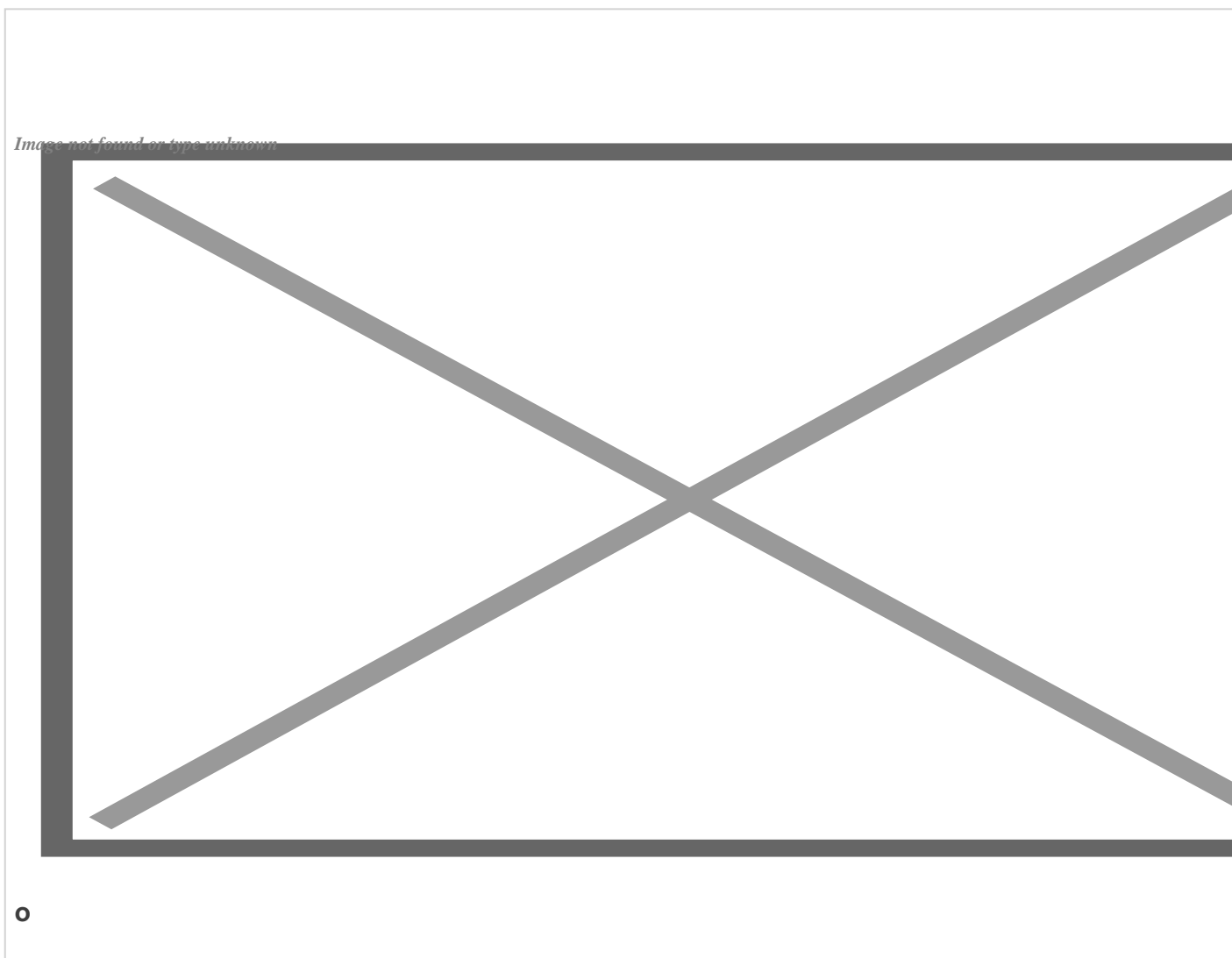


Le Défenseur du Peuple du Pérou a fait des affaires illégales avec l'État



Lima, 11 février (RHC) Le Défenseur du Peuple du Pérou, Walter Gutiérrez, a fait des affaires avec l'État, malgré une loi qui l'interdit pendant l'exercice de ses fonctions, selon un rapport officiel diffusé aujourd'hui.

Le rapport de l'Agence de surveillance des marchés publics (OSCE) précise que Gutiérrez a passé entre 2016 et 2020 des contrats de publicité par l'intermédiaire de la maison d'édition Gaceta Legal S.A., dont il est actionnaire majoritaire.

Selon l'Agence de surveillance des marchés publics

, le défenseur a ainsi commis "une infraction passible de sanction par le Tribunal des marchés publics".

Le quotidien La República, en signalant l'affaire, a indiqué dans son édition électronique que Gutiérrez a indiqué dans sa déclaration sous serment annuelle qu'entre le 1er janvier 2013 et le 5 septembre 2018, il détenait 99 pour cent des actions de La Gaceta Legal et entre septembre 2018 et novembre 2020, 66 % des actions.

Il a récemment reçu des critiques pour s'être joint à l'opposition dans le questionnement du gouvernement du président Pedro Castillo, au point que cette semaine, dans une interview avec la chaîne de télévision américaine CNN, il a déclaré que le chef d'état doit démissionner, comme l'exigent leurs détracteurs.

Les critiques du défenseur des droits humains contredisent cette attitude par leur parcimonie face aux cas de répression contre les manifestations sociales, aux abus des compagnies pharmaceutiques et des cliniques privées lors de la pandémie de Covid-19 et à d'autres événements affectant les droits des citoyens.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/285860-le-defenseur-du-peuple-du-perou-a-fait-des-affaires-illegales-avec-letat>



Radio Habana Cuba